

Conférence de Bakou sur le changement climatique : Jeudi 21 novembre 2024

Les groupes et les partis ont été unanimes dans leur déception face aux nouveaux textes portant sur le nouvel objectif quantitatif collectif pour le financement climatique (NOCQ) et plusieurs autres questions en suspens. Les ministres et les chefs de délégation ont non seulement échangé leurs points de vue généraux sur ces projets, mais ont également fait état de leurs options préférées sur une longue liste de paragraphes. On ne sait pas comment ces éléments seront pris en compte, et encore moins, comment les positions tranchées pourront être comblées.

“Qurultay” à cadre unique

Le président Bababyev a souligné l'objectif de la réunion à cadre unique de donner aux dirigeants les moyens de prendre des décisions importantes et a invité les points de vue sur les nouveaux textes portant sur le NOCQ, le programme de travail pour une transition juste (PTTJ), le programme de travail pour l'atténuation (PTA), l'article 6, l'objectif mondial d'adaptation (OMA), le dialogue sur la mise en œuvre du bilan mondial (BM), les mesures de riposte et le genre. Il s'est dit confiant qu'avec un effort collectif et une détermination, les parties peuvent faire aboutir leurs travaux.

L'UE a jugé le texte du NOCQ « décevant, déséquilibré, impraticable et irrecevable » et a souligné la nécessité pour toutes les parties ayant la capacité de contribuer, de le faire, les pays développés continuant à jouer un rôle de premier plan. La déléguée s'est opposée à tout retour en arrière sur l'atténuation et a exhorté la présidence à renforcer son leadership.

Le GROUPE DE COORDINATION a déploré que les appels à la transition énergétique énoncés dans la décision sur le BM soient « réduits, minimisés ou cachés » dans le texte et a exhorté à les y refléter fièrement et de manière visible.

L'ALLIANCE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES (AOSIS) a apprécié que « les contours du paquet » soient sur la table, précisant toutefois que beaucoup restait à faire pour parvenir à un équilibre, à la place et lieu de se concentrer uniquement sur le financement, et qu'il faut éviter de revenir sur les décisions prises à Dubaï. Au sujet du NOCQ, le délégué a appelé à un quantum, a souligné la nécessité d'inclure un plancher d'allocation minimum pour les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA), et a rejeté un objectif d'investissement. Au sujet du dialogue sur la mise en œuvre du BM, il a exhorté à aborder tous les résultats du BM, mettant l'accent sur la fourniture de financements et d'autres moyens de mise en œuvre (MMCE).

Le G-77/CHINE a souligné que le NOCQ n'est pas un objectif d'investissement, qu'il devrait refléter la différenciation et inclure un montant de 1,3 billion de dollars d'ici 2030. Le délégué a demandé instamment que les discussions sur les mesures de réponse se concentrent sur les impacts transfrontaliers négatifs, et non sur ceux positifs. Au sujet du dialogue sur la mise en œuvre du BM, il a déclaré qu'il devrait être conforme à la lettre et à l'esprit du résultat du BM. Il a exprimé leur appui à l'article de l'ordre du jour portant sur les mesures commerciales unilatérales,

proposées par le BRESIL, l'AFRIQUE DU SUD, l'INDE et la CHINE (BASIC).

La COALITION POUR LES NATIONS DES FORÊTS PLUVIEUSES a reconnu les avancées importantes accomplies sur les approches fondées sur le marché de l'article 6, mais s'est opposée au libellé sur les « mécanismes de certification » en rapport avec l'article 6.2, affirmant que cette nomenclature cohérente ni avec l'Accord de Paris ni avec les décisions précédentes. Au sujet du NOCQ, le délégué s'est opposé à une référence à « marchés volontaires du carbone à haute intégrité », qualifiant ce terme d'« oxymore » étant donné que les normes privées ne peuvent pas contribuer à une haute intégrité.

L'ALLIANCE INDÉPENDANTE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (AILAC) a souligné que les pays en développement n'accepteront rien de moins que 1,3 billion de dollars sur le quantum du NOCQ et a appelé à la clarté sur les composantes du financement public et de la mobilisation. Le délégué a souligné que l'ambition d'atténuation ne peut être atteinte sans MMCE et a regretté le blocage de la formulation précédemment convenu sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Il a souligné que les résultats du BM devraient être abordés de manière globale, y compris l'atténuation, l'adaptation, les pertes et dommages et les MMCE. Au sujet du genre, il a souligné l'impératif d'étendre le programme de travail de Lima et a regretté que le projet de décision ne fasse pas référence à l'intersectionnalité. Au sujet de la transition juste, il a appelé à reconnaître les opportunités socio-économiques de la transition vers l'abandon des combustibles fossiles.

Les PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTAGEANT LES MÊMES POINTS DE VUE (LMDC) ont déploré que les pays développés ne parviennent pas à fournir de financement et à montrer la voie en matière d'ambition d'atténuation, évoquant l'augmentation des émissions et l'expansion nationale des combustibles fossiles. Ils ont rejeté les mesures d'atténuation prescriptives sans financement pour les pays en développement et ont qualifié de « ligne rouge » les tentatives de renégociation de l'objectif de température de l'Accord de Paris. Ils ont : rejeté le langage sur le soutien volontaire et l'élargissement de la base des contributeurs comme étant incompatible avec l'Accord de Paris ; demandé instamment la fourniture de 600 milliards de dollars et la mobilisation de 1,3 billion de dollars ; et demandé la suppression des libellés ciblant les investissements et les subventions dans les combustibles fossiles, et la tarification du carbone. Au sujet de l'atténuation, ils ont souligné que les résultats du BM ne devraient pas être « sélectionnés au hasard » et se sont opposés aux cibles ou objectifs prescriptifs.

Les PMA ont demandé que le NOCQ inclue une allocation spéciale aux PMA de 220 milliards de dollars par an, et ont déclaré que les pertes et dommages doivent être inclus dans le champ d'application du NOCQ. Concernant le PTA, ils ont demandé des directives sur la façon dont les résultats du BM peuvent influencer et accroître l'ambition des CDN mises à jour.

Le GROUPE D'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE a appelé à un résultat d'atténuation qui envoie un signal politique concernant la soumission de CDN alignées sur 1,5°C en 2025, a exprimé son inquiétude quant à la suppression de la référence

aux meilleures données scientifiques disponibles dans le texte de l'OMA, et a déploré l'échec de l'avancement des questions des droits humains et du genre, tout en exprimant sa volonté d'accepter le texte sur le genre.

Le GROUPE ARABE a souligné sa préférence pour un texte simple et rationalisé sur le NOCQ et s'est opposé aux planchers d'allocation minimums comme étant inacceptables et inapplicables. Ils se sont également opposés au texte sur les droits humains. Il a averti que le dialogue sur la mise en œuvre du BM ne devrait pas constituer un « bilan de l'atténuation ».

L'Australie s'est opposée à l'établissement d'une feuille de route de l'OMA et d'indicateurs des MMCE pour l'adaptation, et a souligné l'importance d'une adaptation transformationnelle.

Le Japon a déclaré que le caractère du financement à fournir doit être décidée avant qu'un montant puisse être déterminé. En ce qui concerne l'atténuation, le délégué a souligné la nécessité de prendre en compte les résultats du BM et, de la même manière, a déclaré que le PTTJ doit inclure tous les résultats pertinents du BM. Au sujet de l'OMA, il a déclaré que les travaux devraient donner la priorité à l'élaboration d'indicateurs et non à l'établissement de nouveaux processus, tels qu'un groupe de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ou une nouvelle feuille de route, et s'est opposé aux travaux sur les indicateurs des MMCE.

Le Honduras a déploré la « compilation d'options » totalement inadéquate sur le NOCQ. Il s'est opposé à l'inclusion d'acteurs et de parties prenantes sur lesquels le régime climatique n'a aucun contrôle et a souligné que le financement ne sera pas efficace s'il n'y a pas d'additionnalité.

Le Pakistan a qualifié d'« injuste » la restriction de l'accès à des pays particuliers, a souligné que l'objectif ne devrait pas imposer de conditions contraignantes aux pays en développement et, concernant l'OMA, a appelé à des indicateurs qui suivent la fourniture de MMCE pour l'adaptation.

La Zambie a exprimé sa préoccupation quant au fait que plusieurs éléments relatifs à l'adaptation n'aient pas abouti à des conclusions substantielles et a demandé des indicateurs pour le suivi des MMCE en vue d'atteindre l'objectif global de développement durable.

La Nouvelle-Zélande a appelé à ce que le cycle d'évaluation du GIEC soit aligné sur le prochain BM et a déploré que le texte du NOCQ ne reflète que des positions extrêmes, ce qui ne rapprochera pas l'accord.

L'Allemagne a fait part de sa volonté de lier l'ambition d'atténuation à l'augmentation des MMCE dans le contexte du « paquet complet », et a souligné : l'élimination progressive de toutes les subventions aux combustibles fossiles qui ne s'attaquent pas à la pauvreté ou ne poursuivent pas une transition juste ; l'élimination progressive du charbon sans réduction ; et la suspension de tous les nouveaux projets de charbon.

La Pologne a exhorté les parties à mettre en œuvre les résultats du BM et a demandé au Secrétariat d'élaborer des rapports annuels de mise en œuvre pour examen par la CMA.

La Turquie a appelé à se concentrer sur les MMCE, a exprimé son appui à l'établissement d'une feuille de route de l'OMA et a souligné que Bakou doit se terminer par un NOCQ réaliste qui soit conforme à l'Accord de Paris.

La Norvège a souligné la nécessité d'un engagement global pour le suivi du BM, en particulier sur les éléments du BM relatifs à l'atténuation. Le délégué a appelé à conserver un langage clair sur les droits humains, les droits des travailleurs, le genre, les jeunes et les enfants.

Les États-Unis ont demandé que les résultats du BM constituent le cœur des travaux futurs dans le cadre du PTA, et ont déploré que le texte du NOCQ soit déséquilibré et n'inclue pas leur proposition de nouvel objectif.

Le Royaume-Uni a souligné que le texte actuel du PTA ne reflète pas la nécessité de fixer des CDN ambitieux en ligne avec 1,5°C et a appelé à une « feuille de route à 1,5°C » qui inclut le BM.

La Colombie a rejeté l'idée selon laquelle le problème est un manque de financement disponible, soulignant le manque de leadership politique ; et a appelé à tirer parti d'efforts en dehors de la CCNUCC, comme l'annulation de la dette.

Le Panama a qualifié le texte sur l'atténuation de « condamnation à mort » et a exhorté les pays développés à proposer un quantum clair.

Les Fidji ont exprimé de graves inquiétudes concernant le texte d'atténuation et se sont opposées à tout recul par rapport aux engagements. Concernant l'OMA, il a appelé à une adaptation transformationnelle, affirmant que la phase de cartographie était terminée. Le délégué a rejeté les tentatives visant à affaiblir la reconnaissance des situations particulières des PMA et des PEID.

Le Surinam a appelé à ce que le partage des recettes et l'atténuation globale des émissions mondiales « fonctionnent » dans les deux articles 6.2 et 6.4 de l'Accord de Paris.

L'Indonésie s'est opposée à ce que le financement climatique soit conditionné aux réformes nationales, a souligné l'importance d'une adaptation transformationnelle et a exhorté les parties à ne pas se livrer à des combats sur une terminologie conflictuelle en matière de genre.

Le Canada a indiqué que le projet de texte sur l'atténuation « a raté la cible », a appelé à un suivi des sections liées à l'atténuation dans la décision du BM et a souligné l'importance de l'intégration de la dimension de genre.

Les Îles Marshall ont fait remarquer que les milliers de milliards de subventions accordées aux combustibles fossiles « devraient nous indigner tous ». La déléguée a rappelé que le Plan national d'adaptation de son pays estime que 35 milliards de dollars sont nécessaires à l'adaptation et a accusé les parties de « jouer avec la vie des gens ».

Le Zimbabwe a déclaré que le texte sur la transition juste ne devrait pas se limiter à la main-d'œuvre et a rejeté le texte sur le genre « dans sa totalité », affirmant que le Groupe africain n'accepterait pas de « micro-gestion » dans le cadre d'un programme de travail.

La Chine a appelé à ce que toutes les décisions reflètent les responsabilités communes mais différenciées (CBDR), a protesté contre le fait de cibler des paragraphes de la décision du BM et a souligné que le texte sur les objectifs de température devrait correspondre à l'Accord de Paris. Le délégué a souligné que l'appui volontaire fourni par les pays en développement est différent des responsabilités des pays développés et ne fait pas partie du NOCQ, et que l'exigence de transparence des rapports doit être conforme à l'article 13 de l'Accord de Paris (dispositions en matière de transparence). En ce qui concerne le PTA, il a appelé à une formulation sur l'impact des mesures commerciales unilatérales.

L'Iran a protesté contre le ciblage des secteurs dans le cadre du NOCQ comme « s'écartant de l'Accord de Paris » et a souligné que le PTA ne devrait pas fixer de nouveaux objectifs.

Tuvalu a appelé à une transition vers l'abandon des combustibles fossiles, a appelé à la reconnaissance des situations particulières des PMA et des PEID dans le NOCQ ; et a souligné que les parties qui n'ont pas la capacité d'établir des registres nationaux pour les approches coopératives de l'article 6.2 devraient pouvoir utiliser le registre international.

L'Afrique du Sud a appelé à la mobilisation de 1,3 billion de dollars et à la fourniture de 600 milliards de dollars et à leur réinsertion dans la décision du NOCQ. Le délégué a rejeté le « tri sélectif » des résultats du BM dans le texte du PTA, a appelé à l'adoption d'un cadre mondial de transition juste et a souligné la nécessité de reconnaître l'impact négatif des mesures de riposte sur les pays en développement.

La Malaisie a appelé à la reconnaissance du principe de responsabilité commune et des responsabilités dans le NOCQ, notamment en supprimant les références aux infrastructures de combustibles fossiles dans le projet de texte, et a appelé à une disposition relative aux MMCE dans le PTTJ.

Le Kazakhstan a exhorté les pays développés à remplir leurs engagements par le biais d'un NOCQ clairement défini et a appelé à des sources innovantes, telles que les échanges dette-nature. Concernant l'OMA, elle a soutenu un ensemble d'indicateurs géographiquement équilibrés qui respectent la souveraineté nationale et intègrent les savoirs traditionnels.

La Barbade a souligné qu'un objectif d'investissement laisserait les PEID encore plus en arrière et a exposé les raisons d'un plancher d'allocation pour les PEID, y compris les déséconomies d'échelle.

Le Bangladesh a demandé instamment que les besoins et situations particulières des PMA soient reconnus dans l'ensemble du paquet et a déclaré que la suggestion d'inclure l'investissement et les sources nationales dans le NOCQ était inacceptable.

La SUÈDE a assuré les parties de son engagement à continuer de fournir un financement climatique et a appelé les parties à s'unir pour un résultat ambitieux en matière d'atténuation, qualifiant le texte actuel de « loin d'être ambitieux ».

La SIERRA LEONE a souligné que le NOCQ est le paiement de la « dette climatique » que les pays développés doivent aux pays en développement.

Le COSTA RICA a appelé à un NOCQ aligné sur les ambitions d'atténuation des pays en développement, avec au moins 20 % des fonds circulant via le mécanisme financier de la CCNUCC et garantissant que les fonds parviennent au Fonds d'adaptation.

Le SAINT-SIÈGE a souligné l'importance de reconnaître les pertes et dommages non économiques dans le NOCQ, affirmant que l'objectif devrait soutenir la transition énergétique dans les pays en développement par le biais de subventions. Le délégué a fait observer que les femmes sont confrontées à des impacts disproportionnés du changement climatique et sont des agents du changement.

La FRANCE a souligné l'importance des décisions de Bakou pour ouvrir la voie à un ensemble ambitieux de CDN en 2025 et, déplorant l'état actuel du texte sur le genre, a mis l'accent sur la reconnaissance des droits humains et des droits des femmes et des filles dans toute leur diversité.

ST. VINCENT ET LES GRENADINES se sont opposés à un objectif d'investissement, affirmant que « compter sur le secteur privé pour payer la facture ne suffira pas ».

L'INDE a précisé que le NOCQ devrait mobiliser 1,3 billion de dollars, dont au moins 600 milliards de dollars devraient provenir de subventions et de ressources équivalentes. Concernant le PTA, le PTTJ et le dialogue sur le BM, le délégué a appelé à des MMCE adéquats pour permettre des progrès, affirmant que « ce que nous décidons ici sur le financement influencera ce que nous soumettrons dans les CDN l'année prochaine ».

PALAU a déclaré que le financement national des pays en développement devrait être exclu du NOCQ car il dépasse le champ d'application de l'Accord de Paris.

VANUATU a souligné que le dialogue sur la mise en œuvre du BM doit établir un processus de suivi de tous les résultats du BM pour maintenir l'objectif de 1,5°C en vie.

S'exprimant sur l'OMA, LA GAMBIE a appelé à passer de la cartographie des indicateurs disponibles à l'élaboration de nouveaux indicateurs et a souligné l'importance d'avoir un article de l'ordre du jour autonome.

L'ANGOLA a déclaré que le PTA n'était pas le bon endroit pour envoyer des messages de haut niveau et s'est opposé au caractère « descendant » des travaux menés au titre de cet article.

L'ÉTHIOPIE a souligné la nécessité d'atteindre l'objectif consistant à doubler le financement de l'adaptation dès que possible.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE s'est opposée à la référence à des paragraphes particuliers de la décision du BM dans le texte sur le dialogue de mise en œuvre du BM et a rejeté l'insertion de nouveaux objectifs dans la décision du PTA. En ce qui concerne le NOCQ, le délégué a appelé au libre-échange pour permettre la circulation des technologies climatiques et a exhorté à s'attaquer aux mesures unilatérales. En ce qui concerne l'OMA, il a appelé à des indicateurs sur les zones polaires, montagneuses et côtières.

Le SÉNÉGAL a appelé à : 1,3 trillion de dollars mobilisés dans le cadre du NOCQ ; un financement sous forme de subventions pour les pertes et dommages ; et une référence aux MMCE dans le texte de l'OMA. Le délégué a rejeté la notion d'« adaptation transformationnelle ».

ISRAËL a appelé à utiliser les résultats de Dubaï pour éclairer l'élaboration des CDN, à alimenter le PTA d'un « contenu d'atténuation réel » en s'appuyant sur la décision du BM, et à élargir la base des donateurs, en soulignant que cela ne constitue pas une renégociation des obligations des pays développés.

Le NÉPAL a appelé à un financement sous forme de subventions pour l'adaptation et les pertes et dommages ; et a souligné la nécessité d'une mise en œuvre complète des résultats du BM, en mettant l'accent sur le soutien financier. Le délégué a souligné le rôle du PTA et a appelé à une action climatique sensible au genre.

Le BRÉSIL a appelé à définir le NOCQ à la COP 29 et à atteindre 1,3 trillion de dollars, aussi difficile soit-il.

Le MEXIQUE espère voir le NOCQ répondre aux besoins des pays en développement, notamment aux besoins des femmes dans toute leur diversité, des peuples autochtones et des communautés

les plus touchées par le dérèglement climatique, et a souligné que le financement ne devrait pas dépendre des ressources nationales des pays en développement.

Le négociateur en chef de la COP 29, Rafiyev, a déclaré que toutes les parties avaient un rôle à jouer pour favoriser le consensus. Il a annoncé que des consultations bilatérales se tiendraient avec des groupes pour peaufiner les textes, et que des pairs ministériels désignés seraient invités à « débloquer des questions spécifiques ». Il a indiqué que les co-moderateurs pour les mesures de réponse seraient invités à poursuivre leurs consultations. Il s'attend à ce que les textes de la présidence soient publiés « vendredi en fin de journée ».

Finance

Financement à long terme : Dans le groupe de contact de la COP, les coprésidentes Madeleine Diouf (Sénégal) et Ouafae Salmi (Belgique) ont invité les participants à donner leur avis sur un projet de décision révisé. Le GROUPE ARABE, contré par le ROYAUME-UNI et l'UE, a demandé de faire référence aux paragraphes 22 à 26 de la [décision 5/CP.7](#) (sur la coopération avec les pays de l'Annexe I et les pays hors Annexe I, notamment en ce qui concerne le développement technologique des utilisations non énergétiques des combustibles fossiles et les technologies des combustibles fossiles émettant moins de gaz à effet de serre).

Les parties ont longuement débattu de la manière de faire référence aux différents rapports et aux différentes estimations relatives aux avancées accomplies dans la réalisation de l'objectif de 100 milliards de dollars. Elles ont également débattu de divers ajouts suggérés au texte, les pays développés rappelant le mandat et le contexte de l'objectif. Les LMDC ont appelé à la suppression de la référence à la prise en compte des questions de genre, mais ont cédé lorsque d'autres ont souligné qu'il s'agissait d'un extrait textuel du rapport du CPF.

L'AILAC, appuyée par le GROUPE AFRICAÏN, a suggéré d'adopter une décision de procédure. Le GROUPE ARABE a appelé à un engagement plus poussé. Après une réunion, le G-77/CHINE a demandé de placer entre crochets l'ensemble du texte et de l'envoyer à la présidence. Le ROYAUME-UNI a suggéré de ne s'entendre que sur les trois premiers paragraphes, ce que l'UE et la NORVÈGE ont appuyé. Le G-77/CHINE s'est déclaré prêt à le faire, à condition que le paramètre fictif sur le NOCQ soit également conservé, ce à quoi le ROYAUME-UNI et la SUISSE se sont opposés. L'UE a exprimé l'espoir de parvenir à un accord sur les trois premiers paragraphes, soulignant que la présidence a déjà une charge de travail importante. Les parties demeurent dans l'impasse. Les co-moderateurs rendront compte à la présidence de l'état d'avancement des discussions.

Rapport et directives du Fonds vert pour le climat (FVC) :

Dans le groupe de contact de la COP, coprésidé par David Kaluba (Zambie) et Pierre Marc (France), les parties ont examiné une nouvelle itération du texte de décision. Elles ont convenu de supprimer un paragraphe invitant le Conseil du FVC à examiner les voies et moyens qui permettraient au FVC de renforcer davantage les partenariats menés par les pays avec les banques multilatérales de développement. Les parties ont également convenu de reformuler un paragraphe demandant au Conseil du FVC de simplifier l'accès au financement, les PMA déclarant que le texte précédemment mentionné dans ce paragraphe faisant référence aux PEID et aux PMA devrait être inclus dans les directives de la CMA à l'adresse du FVC.

Dans un paragraphe exhortant le Conseil du FVC à continuer d'intégrer les savoirs et les intérêts des peuples autochtones, d'une manière qui respecte leurs droits, leurs points de vues et leurs priorités climatiques, notamment par le biais d'un consentement libre, préalable et éclairé, la GÉORGIE, appuyée par l'IRAN, l'AILAC et d'autres, a proposé d'y ajouter une référence aux communautés locales, contrée par le CANADA, qui a souligné que les communautés locales ne bénéficient pas de la même reconnaissance internationale que les peuples autochtones. Les parties ont convenu d'une formulation qui fait référence à « continuer d'intégrer les personnes et les communautés en première ligne du changement climatique, y compris les peuples autochtones et les communautés locales, conformément aux politiques du Fonds ».

Les parties ont longuement débattu et ont finalement accepté un paragraphe modifiant les accords entre la COP et le FVC en vue de passer d'un cycle de directives annuel à un cycle biennal.

Les parties ne sont pas parvenues à s'accorder sur la façon et l'opportunité de faire référence au résultat du NOCQ, l'UE, les ÉTATS-UNIS et la SUISSE demandant que cette référence ne soit placée que dans les directives de la CMA au FVC, tandis que le GROUPE AFRICAÏN, appuyé par l'AILAC, souhaitait qu'elle soit insérée dans les textes de la COP et de la CMA. Le GROUPE AFRICAÏN a demandé que l'intégralité du texte soit placée entre crochets.

Les coprésidents transmettront le texte à la présidence.

Dans le groupe de contact de la CMA, les parties ont approuvé la plupart des paragraphes du projet de décision révisé, y compris l'ajout de la référence aux PMA et aux PEID.

Au sujet d'un paragraphe encourageant le FVC à soutenir l'action climatique dans le contexte de relèvements durables après un conflit, l'UKRAÏNE, soutenue par la SUISSE et contrée par le GROUPE AFRICAÏN, la FÉDÉRATION DE RUSSIE et la CHINE, a proposé un nouveau texte de compromis, notant les efforts continus du FVC pour soutenir un relèvement durable dans tous les pays en développement qui réagissent aux chocs nationaux pertinents. Le GROUPE ARABE a proposé d'ajouter une référence à l'instrument de gouvernance du FVC.

Les parties ont également divergé sur la manière de faire référence aux résultats du NOCQ.

Les coprésidents transmettront le texte à la présidence.

Questions relatives aux Fonds d'adaptation : Dans les groupes de contact de la CMP et de la CMA, coprésidés par Isatou Camara (Gambie) et Ralph Bodle (Allemagne), les parties ont convenu de transmettre les projets de décisions révisés à la CMP et à la CMA pour adoption.

Questions diverses

Éléments procéduraux et logistiques du processus global du BM : Lors des consultations informelles de la CMA, les co-moderateurs Thureya Al Ali (EAU) et Patrick Spicer (Canada) ont rappelé l'accord des parties de transmettre la note informelle concernant cet article aux SB 62 pour un examen plus approfondi. Ils ont présenté des conclusions de procédure qui seront lues oralement lors de la séance plénière de clôture de la CMA. Toutes les parties ont soutenu l'adoption des conclusions de procédure et la transmission de la note informelle. L'ARABIE SAOUDITE a demandé la production d'un document L contenant les conclusions de procédure, avec la note informelle en annexe, plutôt qu'une présentation orale des conclusions en plénière.

En conclusion de la réunion, la présidence a exhorté à se concentrer sur des solutions pratiques qui reflèteront les points de vue exposés lors de ces consultations informelles, afin d'éviter tout retour en arrière.

Rapport sur le dialogue annuel sur le BM éclairant l'élaboration des CDN (mentionné au paragraphe 187 de la Décision 1/CMA.5) : Au cours des consultations non officielles de la CMA, la co-moderatrice Noura Alissa (Arabie saoudite) a souligné que bien qu'il existe une convergence sur certains domaines, tels que les conclusions procédurales, de grandes divergences subsistent sur d'autres questions, en particulier l'opportunité ou non d'inclure des messages de fond dans le projet de décision de la CMA, ainsi que le calendrier et la fréquence du dialogue.

Confronté à l'opposition des LMDC et du GROUPE AFRICAÏN, le CANADA a proposé une proposition de transition que les co-moderateurs pourraient inclure dans leur rapport à la présidence, suggérant : d'inviter le Secrétariat à présenter le rapport annuel de synthèse des CDN aux dialogues ultérieurs ; et d'accepter que le prochain dialogue annuel sur le BM ait lieu en conjonction avec la CMA 7. Le CANADA s'est dit prêt à renoncer aux messages clés si cette proposition de transition était acceptée. Les ÉTATS-UNIS ont suggéré que les co-moderateurs présentent à la présidence les deux options discutées par les parties, à savoir, s'il fallait inclure ou exclure les messages clés.

Les parties n'étaient pas de même avis sur la transmission du projet de texte placé entre crochets à la présidence, les LMDC et d'autres s'y opposant, et les ÉTATS-UNIS, la GRENADÉ et d'autres y étant favorables. Il n'y a pas eu d'accord pour transmettre le texte. L'INDE a souhaité savoir si la règle 16 s'appliquerait étant donné l'absence de résultat. Les co-moderateurs ont répondu que ce serait à la présidence de décider.

Les co-moderateurs transmettront les discussions à la présidence sans transmettre le projet de texte.

Mesures de riposte : Lors des consultations informelles de la COP/CMP/CMA, les co-moderateurs Mattias Frumerie (Suède) et Andrei Marcu (Honduras) ont présenté un document officiel, notant qu'il contient des options sur plusieurs questions et que les résultats du plan de travail étaient « quelque chose sur lequel réfléchir ».

Le G-77/CHINE a déclaré qu'il pouvait travailler à partir du document officiel, mais a souligné que le forum et le Comité d'experts de Katowice sur les impacts de la mise en œuvre des mesures de riposte doivent se concentrer sur les impacts transfrontaliers négatifs des politiques climatiques des pays développés sur les pays en développement, auxquels l'UE s'est opposée. Le ROYAUME-UNI et les ÉTATS-UNIS ont déclaré que le document officiel ne reflétait pas les discussions, notamment les co-bénéfices de l'action climatique tels que les avantages pour la santé et les économies résultant de la réduction de la pollution atmosphérique. La CHINE a déclaré que le texte sur les mesures commerciales unilatérales était trop faible, tandis que l'UE a déclaré que la CCNUCC n'avait pas mandat d'évaluer les politiques nationales des pays.

L'AFRIQUE DU SUD, les ÉTATS-UNIS et d'autres pays ont suggéré d'appliquer la règle 16, compte tenu des divergences de vues, tandis que le GROUPE AFRICAÏN et la CHINE ont préféré négocier ligne par ligne. Le GROUPE ARABE, les MALDIVES, la FÉDÉRATION DE RUSSIE et le BRÉSIL ont suggéré de demander une directive politique, car ce point pourrait faire partie de l'ensemble des décisions.

Les co-moderateurs consulteront la présidence.

Dans les couloirs

L'avant-dernier jour (officiel) de la Conférence de Bakou sur le changement climatique a débuté en fanfare. Les délégués se sont réveillés avec une nouvelle version du texte de la présidence sur l'objectif financier, désormais réduit à seulement dix pages et étiqueté de manière confuse « texte de transition ». La nouvelle appellation n'a cependant pas fait grand-chose pour désamorcer son « contenu explosif ». Avant même le démarrage des délibérations menées par la présidence au format « Qurultay » à midi, les parties faisaient part de leur déception, beaucoup déclarant que le texte ne faisait guère plus que réitérer des positions extrêmes. « Cela ne nous rapproche pas d'un seul pas d'un accord », a soupiré un délégué frustré. D'autres ont déploré que leurs positions et même les zones d'atterrissage récemment identifiées aient été complètement éclipsées.

Le « Qurultay » s'est avéré n'être guère plus qu'une session plénière ordinaire, contrairement au Majlis de l'année dernière. Les deux groupes de négociation et de nombreux pays ont pris la parole dans un marathon de déclarations pour passer en revue leur formulations préférées ou lancer des appels passionnés, sans grand résultat. À mi-parcours, la salle était presque vide, se terminant par « des beaucoup de palabres, mais peu d'échanges », comme l'a noté un délégué.

Running against the clock, prospects of a breakthrough across any of the contentious items—from the finance goal to mitigation to gender—are hanging by a thread. All of this only increased calls for the Presidency to step up its role as a decisive leader and honest broker. Progress in continued technical-level negotiations remained equally elusive, further adding to the Presidency's already full plate. “These texts are nowhere near ready to be bundled into a package,” noted a worried observer, wondering what the next day(s) would bring.

Dans une course contre la montre, les perspectives d'une percée sur l'un des articles controversés – de l'objectif financier pour l'atténuation au genre – ne tiennent qu'à un fil. Tout cela n'a fait qu'accroître les appels à ce que la présidence renforce son rôle de leader décisif et d'intermédiaire honnête. Les progrès dans les négociations techniques en cours sont restés tout aussi insaisissables, chargeant davantage le au programme déjà bien rempli de la présidence. « Ces textes sont loin d'être prêts à être regroupés dans un seul paquet », a souligné un observateur inquiet, se demandant ce que les jours suivants apporteraient.

Le numéro du *Earth Negotiations Bulletin* consacré à la synthèse et analyse de la Conférence de Bakou sur les changements climatiques sera disponible dès le mardi 26 novembre 2024 à l'adresse enb.iisd.org/baku-un-climate-change-conference-cop29